



## **Déclaration préalable aux négociations annuelles obligatoires sur la RMAG 2012.**

Dans le contexte de crise économique et sociale que nous subissons au quotidien, les fédérations CFDT, CGT, CFTC, FO, CGC tiennent à réaffirmer leur volonté de faire évoluer la politique salariale de la branche.

Nous tenons à préciser que nous refuserons le discours récurrent d'austérité auquel s'ajoutera cette année, l'augmentation de la taxation des mutuelles.

L'ensemble des confédérations s'est exprimée en lien avec la Mutualité française pour dénoncer cette taxe sur la maladie.

Nous refusons également qu'un amalgame soit fait avec le chantier qui s'ouvre sur la restructuration de la rémunération et des classifications.

Les salariés des organismes mutualistes ne sont responsables ni de la crise ni des mesures gouvernementales, ils ne doivent donc pas être pénalisés deux fois : en tant que salariés, en tant qu'adhérents.

Nous vous rappelons, que l'année dernière s'est soldée par une recommandation à 0.5 % avec en toile de fond, des mouvements sociaux qui ont laissé une rancœur parmi les salariés. Ces derniers refusent d'être une variable d'ajustement dans les périodes non seulement de crise mais aussi de fusions, de regroupements...

Le compte n'y est pas. Les salariés subissent une perte de leur pouvoir d'achat, en témoigne la hausse incontestable de l'indice INSEE.

En conséquence, nous exigeons un signe fort qui soit de nature à revaloriser de manière significative les salaires.

Paris, le 20 octobre 2011